



ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES

Malgré l'instabilité politique qui a pourtant conduit au report de certaines mesures du choc des savoirs (dont la réforme des programmes ou de la labellisation des manuels scolaires), le ministère s'entête en cette rentrée à généraliser les évaluations nationales à l'ensemble des niveaux de la scolarité élémentaire. Elles sont pourtant loin de faire consensus.

Centrées sur les seuls « fondamentaux », elles mettent en avant une conception restrictive et archaïque des apprentissages, fondées sur des présupposés éducatifs en contradiction avec les consensus scientifiques sur la question. Pierre angulaire d'un système global d'évaluation du système éducatif, elles promeuvent des pratiques qui renforcent les inégalités d'apprentissages.

La généralisation des évaluations nationales standardisées a pris place au sein du mal nommé « choc des savoirs ». Ces évaluations participent d'une politique qui conduit à une école plus normative, plus sélective, plus à même d'opérer un tri social, à l'opposé des objectifs d'émancipation et de démocratisation.

Les évaluations dont les enseignants ont besoin sont celles qu'ils savent se construire, en prenant en compte leurs réalités de classe. Elles sauront les aider à comprendre les procédures des élèves pour adapter et réguler les activités pédagogiques. Ils n'ont pas besoin d'évaluations qui installent une logique de tri des élèves, en cohérence avec la mise en place des groupes de niveau au collège auxquels elles participent.

L'école ne peut ni ne doit devenir une institution aux pratiques uniformisées éloignées des besoins des élèves. La liberté pédagogique, qui consiste à concevoir et adapter les enseignements, est une condition nécessaire à la réussite scolaire de tous les élèves.

Plus que des évaluations nationales, l'urgence en cette rentrée aurait du être de donner les moyens nécessaires à l'École pour répondre aux conditions dégradées de travail et d'apprentissage.

Pour nos élèves, pour notre métier, pour une école qui doit permettre à tous les élèves de réussir, l'intersyndicale locale UNSA, FSU-SNUipp, SUD Education, Snudi-FO, SGEN-CFDT appelle la profession à ne pas saisir ni même faire remonter les résultats à l'administration et à en informer leur syndicat.

Pour nos élèves, pour nos métiers, ensemble, réclapons :

- l'abandon des évaluations nationales standardisées obligatoires ;
- l'arrêt des mécanismes de pression et de contrôle ;
- le respect de la liberté pédagogique.

L'intersyndicale soutiendra chaque collègue qui auraient à subir des pressions de leur hiérarchie pour défaut de passation ou de remontée des évaluations nationales.